



MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE  
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

## EDITO

Juin nous appelle à aller aux urnes déposer un bulletin pour élire un conseil départemental et un conseil régional. Deux élections le même jour qui, pour être centrées sur le local, n'en sont pas moins marquées du sceau du national. C'est vrai d'une part parce qu'il n'est pas possible de s'abstraire de la politique de réforme réactionnaire entreprise par Macron depuis 2017, d'autre part en raison du danger d'accession de l'extrême-droite aux responsabilités. Il est donc clair que, pour nous à Ensemble!, le premier impératif catégorique de ces élections était donc de se situer, outre le rejet du macronisme, dans une claire et frontale opposition à la droite et à l'extrême-droite.

La seconde exigence était, dans cette perspective, de tout faire pour aller dans le sens de l'unité la plus large des forces de gauche. L'unité, c'est dans l'« ADN » d'Ensemble!. Malgré les obstacles qui ne manqueraient pas de se dresser dans la construction d'une telle ambition, c'est ce à quoi, avec d'autres il est vrai, nous nous sommes attelés. Partant du constat qu'on ne fait pas l'unité avec soi-même mais avec des formations différentes, nous étions conscients que les difficultés ne manquaient pas. Et elles n'ont pas manqué, parmi lesquelles, l'hostilité réciproque entre la France insoumise et le Parti socialiste, les appétits des uns et des autres, leurs intérêts im-

mediats, les ambitions personnelles etc. Mais travailler à l'**unité la plus large**, c'était pour nous le deuxième impératif catégorique.

Cela ne fut pas sans déceptions. Au niveau régional, le Parti communiste a préféré se détourner de l'alliance avec les forces de la gauche radicale pour rejoindre la liste que préparent la Présidente sortante, Marie-Guite Dufay, tandis qu'*Europe Écologie les Verts*, au nom de l'interprétation qu'elle fait de ses résultats aux municipales, a opté pour une liste autonome. Pas de large unité donc au niveau régional mais trois listes de gauche et de l'écologie en concurrence au 1er tour, dont « *Le Temps des Cerises* », qui réunit neuf organisations différentes, dont Ensemble!. Cette liste témoigne de l'existence d'un arc de forces allant de la gauche radicale à une gauche plus modérée. Unité partielle donc mais **unité tout de même qu'il faudra élargir et à laquelle il faudra travailler** quand cette question se posera pour le second tour.

En ce qui concerne les départementales cet impératif d'unité connaît plus de succès. A l'exemple de l'Yonne où un large rassemblement allant de la *France insoumise* au *Parti socialiste* permet d'espérer. C'est aussi le cas dans le Doubs où, en dépit de quelques accrocs dus à la volonté hégémonique du *Parti socialiste* du Pays de Montbéliard,

l'unité a pu se faire. Certes de manière différenciée selon les cantons, tous les candidats ne se présentant pas avec le soutien de la totalité des mouvements et partis. Mais, de la *France insoumise* au PS, l'unité s'est faite sous le nom de « **Le Doubs, social, écologique et solidaire** ». Avec, dans Besançon 4 (Canton 7), deux candidats d'*Ensemble!*, titulaire et suppléant. Il est permis d'y voir la preuve qu'avec les efforts des uns et des autres - nous y cûmes notre part - il est possible de concrétiser cet impératif catégorique d'unité.

Une limite et un regret cependant : .../...

**VOTEZ POUR LA LISTE LE « TEMPS DES CERISES » (Régionales)**

et

**POUR LES LISTES UNITAIRES DE LA GAUCHE ET DES  
ÉCOLOGISTES (Départementales)**



# L'Alternative Rouge & Verte

## Bulletin de Ensemble ! Bourgogne Franche-Comté

Mouvement pour une Alternative de Gauche Ecologiste et Solidaire

N° 85 - avril à juin 2021 - 3,00 €

## À propos des élections : unité et autres impératifs catégoriques

SITE DE DÉPÔT

**P4**  
LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

Déposé le 14 juin 2021

Date limite de distribution  
18 juin 2021

**Les Alternatifs de FC**  
6 chemin d'Avanne à Velotte  
25 000 Besançon





.../...

pendant. Dans le cas des régionales comme dans celui des départementales, avec des exceptions cependant, l'initiative venue de militants issus du monde associatif et syndical ou simplement issus de la société, est marginale. Or nous savons, comme l'expérience des Hautes Alpes le montre à l'envi, que cette introduction

d'une dimension citoyenne est non seulement possible, mais indispensable, si du moins on aspire, comme c'est notre cas, à une réforme radicale de la vie politique en introduisant des éléments de démocratie active. **Impliquer davantage les citoyens, n'est-ce pas un autre impératif catégorique ?**

Jean-Paul BRUCKERT

## Quelques idées « simples » pour un Moyen-Orient compliqué

Jean-Paul Bruckert, 28.05.2021

Constitué en gros du « Machrek », (« Levant ») par opposition au « Maghreb », (« Couchant »), soit l'Orient arabe, auquel s'ajoutent l'incontournable Égypte, la Turquie et l'Iran, le Moyen-Orient est un carrefour, une zone de passage vers le monde indien et l'Extrême Orient, une confrontation de trois mondes (turc, arabe et iranien), une mosaïque entre les trois religions révélées (judaïsme, christianisme, et islam), une confrontation entre sunnisme et chiisme, et une source essentielle d'approvisionnement en énergie. On comprend donc que ce qui s'y déroule ne peut laisser indifférent. De fait, l'histoire contemporaine du Moyen-Orient est le produit de contradictions, d'ambitions et de rivalités qui s'enlacent selon trois niveaux. Les contradictions internes aux États de la région et leurs antagonismes d'une part, le jeu de puissances régionales tenant d'imposer leurs intérêts dans la région d'autre part, le jeu des grandes puissances enfin, intervenant à des titres divers depuis au moins le début du 20ème siècle dans une région où se nouent tant d'enjeux.

### Le jeu catastrophique des grandes puissances

Il est clair de ce point de vue que la 2ème Guerre du Golfe (1991) et le renversement du régime de Saddam Hussein, a profondément ébranlé la région. Occupation américaine et échec de l'illusoire tentative d'importer la démocratie, fragmentation de l'Irak en trois entités (kurde, sunnite et chiite), révolte sunnite, avec comme conséquence l'implantation d'Al Qaida (2004-2007) puis la naissance de Daech (2006) qui fonde un califat à cheval sur l'Irak et la Syrie. Avec les conséquences que l'on connaît à l'échelle planétaire. Si, après avoir quitté l'Irak, les Américains semblent, au moins en

partie - seule les intéressent la question du nucléaire iranien - se distancier de cette région pour se recentrer sur la confrontation prévisible avec la Chine, les Russes, en soutenant Assad, ont profité de la guerre que l'autocrate menait contre son peuple. Ils ont réussi à reprendre pied dans une région dont ils étaient absents depuis la chute de l'URSS. Poursuivant leurs intérêts propres les puissances ont donc puissamment contribué à créer ou aggraver les problèmes de la région.

### Des puissances régionales aux intérêts contradictoires

Surtout que depuis l'ère ouverte par les « révoltes arabes », cette intervention des grandes puissances ne se fait pas sans lien avec les puissances régionales. Si l'intervention occidentale contre Daech a pris appui sur ses alliés dans la région, Émirats et Jordanie et les Kurdes du Rojava (Nord-Est de la Syrie), la Russie s'est adossée à l'Iran qui, comme elle, s'est porté au soutien d'Assad. C'est là qu'interviennent les intérêts des uns et des autres. L'Iran s'efforce, en se servant de ses liens avec les chiites irakiens et libanais (le Hezbollah) - « l'arc chiite » - d'établir une sorte d'hégémonie sur la région. Mais du fait de cette ambition, il entre en conflit avec l'Arabie saoudite et les Émirats. Un affrontement, parfois armé (au Yémen), qui a l'apparence d'une lutte entre chiisme et sunnisme mais dont la réalité est à chercher dans la rivalité entre puissances. Quant à la Turquie, dans un jeu compliqué l'opposant parfois à la Russie, elle est intervenue en Syrie pour éloigner le Rojava de sa frontière sud. Mais ces interventions des puissances régionales ne sont pas que territoriales, elles sont aussi politiques et s'ordonnent autour de la question des Frères musulmans que soutiennent la Turquie d'Erdogan, qui aspire à être le leader d'un islam sunnite rigoriste, et

le Qatar, et contre lesquels à l'inverse s'élèvent l'Égypte, l'Arabie saoudite et les Émirats. De cet entremêlement de rivalités résulte une course aux armements qui fait de cette région, un gros importateur d'armes.

### De multiples contradictions internes

A ce point de l'analyse, on en arrive aux contradictions internes aux États. Sans compter les oppositions feutrées qui se révèlent dans les monarchies ou les secousses démocratiques qui affectent parfois l'Iran, ces contradictions se sont surtout manifestées par les « révoltes arabes » (à partir de 2011) qui ont secoué la région. Partout vaincues, sauf au Soudan ! Nulle part elles n'ont cependant pris, comme en Syrie, l'allure d'une atroce guerre qu'un tyran, aidé nous l'avons vu par la Russie et l'Iran, conduisait contre son peuple. Au prix de 400 000 morts et des millions de déplacés et de réfugiés. Déstabilisant de plus le Liban voisin aux prises par la suite avec une catastrophe économique épouvantable dont l'origine est à chercher dans l'avidité d'une oligarchie corrompue. Si en Égypte, suite à la révolution de la place Tahrir, les Frères musulmans ont été démocratiquement portés au gouvernement, ils en ont été chassés par un coup d'État perpétré par une armée qui, devenue depuis des années un État dans l'État, n'entendait pas se dessaisir du pouvoir (juillet 2013).

Quant au conflit israélo-palestinien, s'il n'a cessé de hanter la région, il se traduit par des faits nouveaux qui affectent l'analyse que l'on peut faire. On observe d'une part sur le plan de la question palestinienne le fait que depuis le vote de la loi « État-Nation du peuple juif » (2018) les

suite page 11



# Élections régionales



Ensemble ! : engagés pour faire bouger les lignes !

Dans 7 de nos 8 départements, nombre d'adhérents d'Ensemble et de sympathisants ont choisi de s'engager pour préparer un renouvellement des élus, et défendre nos valeurs au sein de rassemblements de toutes configurations.

Les histoires ne se ressemblent pas.

Au niveau régional, malgré cette réussite du « Temps des Cerises », nos traditionnels partenaires ont choisi parfois de faire cavalier seul, ou cavalerie ailleurs.

Pour élire les conseils départementaux, la dispersion semble la règle ; cependant, ici ou là, des candidatures sur la base du rassemblement se sont imposées de haute lutte. Enfin la ténacité de la force citoyenne a permis certaines candidatures d'exception.

Pour ouvrir des perspectives au-delà des obstacles à l'unité, le dernier volet de ce dossier met en lumière des expériences innovantes en matière de démocratie locale...

## La liste " Le Temps des Cerises " : une procréation politiquement très assistée....

Pierre Abécassis

Septembre 2020 a vu le véritable coup d'envoi du positionnement des formations politiques en vue des Régionales. À gauche, seul côté qui nous préoccupe ici :

- Europe Ecologie Les Verts (EELV) désignait Stéphanie MODDE, élue en Côte d'Or, pour prendre la tête du Pôle écologiste [avec Génération Ecologiste (Delphine BATHO) et CAP Ecologie (Corinne LEPAGE)], tout en n'excluant pas formellement une alliance avec d'autres forces. La France Insoumise (LFI) formait avec la Gauche républicaine et socialiste (GRS) et le Parti Communiste Français (PCF) un attelage drivé par Bastien FAUDOT, élu GRS du Territoire de Belfort, et Séverine VÉZIÈS, cheffe de file LFI pour la Franche Comté

- Génération.s, Ensemble!, d'autres formations ou militant.e.s prenaient des contacts formels et informels tandis que chacun.e attendait de savoir si la Présidente sortante PS-Macron-compatible, Marie-Guite DUFAY se représenterait et avec quelles forces ?

En décembre 2020, avec "Ouvrons un espoir à gauche", Génération.s invitait toutes les formations de gauche à échanger dans la perspective des Régionales et, pourquoi pas, explorer les possibilités d'une liste unique. Louable intention qui a perduré le temps de trois visio-réunions jusqu'à ce que, fin février, le PCF annonce brutalement qu'il changeait de cheval et partait désormais avec ... le PS et

le Parti radical de gauche (PRG) pour un improbable remake d'Union de la gauche, peut-être plus prometteur en nombre d'élus.

Petite cause, grands effets : ce qui aurait pu constituer un non-événement tant le PCF est affaibli, a fait exploser l'espoir ouvert par Génération.s et dessiné la configuration finale. Le Pôle écolo est resté obstinément écolo, M.G. DUFAY s'est rapidement déclarée, et le duo LFI / GRS s'est très vite enrichi de six formations\* de taille plus modeste, dont le point commun était la détestation politique de la Macron-compatibilité. Ironie de l'histoire : Génération.s s'est retrouvée isolée alors qu'elle était à l'origine du processus unitaire. Et c'est non sans débats internes qu'elle a finalement rejoint "Le temps des cerises".

La genèse de cette liste permet d'entrevoir ses qualités et ses limites :

- unitaire et unique par le nombre de ses composantes, elle a tenu le pari de son existence, non sans accrocs, dans le respect mutuel ;

les citoyen.e.s issus du monde associatif ou syndical y sont honorairement représentés, mais n'en ont été ni initiateurs, ni moteurs ;

- les élus, anciens élus, professionnels des institutions territoriales, confèrent à la liste une bonne



connaissance technique des dossiers, pas toujours évidente à se réapproprier pour leurs co-listier.e.s ;

- ce n'est pas simple de faire travailler ensemble NEUF formations\* de taille, culture, fonctionnement, objectifs différents, d'autant moins que deux d'entre elles (LFI et GRS) étant "parties avant", les autres font dès lors figure de petites "pièces rapportées" ;

- l'élaboration du programme - question majeure - est ainsi restée, dans les faits, la chasse gardée des têtes de liste.

Alors ? Eh bien, comme on disait au joli mois de mai voilà 53 ans, "le Temps des cerises", ce n'est qu'un début, continuons le combat !

\* les neuf formations

Ensemble! (Clémentine AUTAIN)

Gauche Républicaine et Socialiste (Marie-Noëlle LIENEMANN)

Gauche Démocratique et Sociale (Gérard FI-LOCHE)

Génération.s (Benoît HAMON)

La France Insoumise (Jean Luc MELENCHON)

Nouvelle Donne (Pierre LARROUTUROU)

Place Publique (Raphaël GLUCKSMANN)

Pôle de l'Ecologie Populaire et Sociale

Les Radicaux de Gauche

Les personnes nommées sont les plus médiatisées de ces organisations.





## Élections régionales

### UNE INTERVIEW de CHRISTOPHE GENTAZ

*Christophe Gentaz est la seule tête de liste Ensemble ! du "Temps des Cerises". Cela vaut bien une interview...*

#### Quelle est ton histoire politique ?

Je viens de la LCR. Je suis arrivé dans l'Yonne en 1995 lors du grand mouvement contre le plan Juppé. Je me suis surtout impliqué dans la FSU. L'élection de Soisson au conseil régional avec les voix du Front National a été un gros choc pour moi. La gauche traditionnelle étant vieillissante et peu active, je me suis rapproché de la gauche alternative. Les candidatures d'Olivier Besancenot de 2002 et 2007 ont permis de rassembler quelques militants et de lancer le NPA. Mais, notamment pour les élections, nulle envie pour moi de regrouper l'extrême-gauche ou de témoigner pour se compter et propager ses idées.

C'est pourquoi tout en cotisant à Ensemble! (E!) créé en 2015, je milite depuis la dernière présidentielle avec la France Insoumise dans le cadre d'Ensemble insoumis.

**Comment est née cette nouvelle alliance du "Temps des cerises" ?**

Ce qui m'intéresse, c'est le cadre unitaire qui est dans l'ADN d'E!. "Le Temps des Cerises" a réussi à agglomérer un nombre conséquent de forces politiques et à peaufiner un programme de 99 propositions cohérentes et urgentes contre la privatisation des services publics, pour la rénovation thermique des bâtiments, la protection de la biodiversité et des forêts, la création de 50 centres publics de santé,...( cf. son programme).

#### Quel processus de désignation des têtes de listes départementales ?

J'ai d'abord été désigné "chef de file" de la France Insoumise en insistant sur ma volonté d'une campagne ouverte et dynamique. Puis il a fallu trouver un équilibre régional entre les formations politiques, le genre, l'âge, la position éligible ou non -, etc. C'est ainsi qu'E! a eu la tête de liste dans l'Yonne.

#### Quel type de campagne ?

Nous avons dû apprendre vite à faire de la politique autrement du

fait du Covid ; les outils numériques

occupent une place centrale : réseaux sociaux, vidéos, forums de discussion, "fils" d'échanges. Les tâches classiques persistent bien sûr : collages, tractages, boîtes. Sans oublier les "sorties" sur le terrain et ... les "rando" pédestres qui permettent de faire de belles rencontres.

#### Quelles suites à cette campagne unitaire ?

La perspective de l'élection présidentielle de 2022 est dans toutes les têtes.

L'important pour nous est de constituer un vivier de militant.e.s combatif.ve.s, ouvert.e.s à la confrontation, impliqué.e.s dans les luttes sociales et environnementales. Un score à deux chiffres nous permettrait de mieux peser pour la suite qui - n'en doutons pas - sera très dure, quoi qu'il arrive.



### L'Enseignement Supérieur et la Recherche (ESR) en Bourgogne Franche-Comté : ATTENTION, DANGER !

Romain BIARD

Ces dernières années, le paysage au sein de notre région s'est structuré autour d'une communauté d'universités et d'établissements (COMUE) : l'UBFC1. Cette COMUE, créée en 2015, regroupe sept établissements dont les universités de Bourgogne et de Franche-Comté. Ce regroupement a permis d'obtenir le label I-SITE (Initiatives Science / Innovation / Territoires / Economie). A travers cet I-ISITE, trois axes thématiques ont été définis : « Matériaux avancés, ondes et systèmes intelligents », « Territoires, environnement, aliments » et « Soins individualisés et intégrés ».

Le financement de la recherche se fait principalement via deux

leviers : un financement par récurrent, c'est-à-dire un financement direct auprès des laboratoires et un financement par appels à projets. Les appels à projets peuvent provenir de l'établissement lui-même, de l'Agence Nationale pour la Recherche, et également des collectivités territoriales dont la Région. Ces dernières années, il y a eu et il y a encore un renforcement du financement par appels à projet au détriment du récurrent, ce que dénonce la communauté universitaire dans son ensemble. Les appels à projets sont la plupart du temps colorés thématiquement et intègrent un volet « valorisation ». Ce sont donc une partie des recherches qui sont sur-financées au détriment principalement des recherches

théoriques et des sciences humaines. C'est également l'indépendance de la recherche face aux pouvoirs publics qui est menacée.

Pour les établissements de notre région, avec cette nouvelle structuration, ce sont les recherches qui s'inscrivent dans les trois axes qui sont largement financées. La Région, qui pourrait jouer un rôle de régulateur, fait en réalité tout l'inverse. Au lieu de soutenir les recherches qui ont du mal à s'intégrer dans les axes thématiques, elle accompagne davantage celles qui le peuvent. Comme les axes ont été définis par et pour les gros laboratoires, la recherche au sein de notre territoire tend vers une uniformisation mortifère.



# Élections régionales

## Enjeu majeur pour la Région, la transition !



### Elle doit intégrer la transition agricole et alimentaire dans les politiques de transition écologique et climatique.

#### Laurence LYONNAIS

Trop souvent encore, les politiques publiques, dont celle de la collectivité régionale, sont compartimentées entre « environnement » « économie et création d'emplois » et « soutien à l'agriculture ». Or une approche globale de la transition des systèmes de production amène à penser ensemble tous ces domaines, et l'écologie devient alors une condition du développement économique durable et équilibré, non un frein ! Quant à l'agriculture, de vecteur de pollutions et émettrice de gaz à effet de serre, elle peut devenir un support efficace pour la transition et la prise en compte du changement climatique.

La Région est censée jouer un rôle central dans les grandes orientations menant à cette transition. Mais faute d'amorcer de réels et courageux virages, elle s'enlise dans des programmes d'aides et des plans d'actions technocratiques... qui profitent presque toujours aux mêmes (en 2020 : 1505 dossiers d'aide à l'investissement en agriculture, et 244 en agriculture biologique) (1). Pourtant les ambitions sont affichées ! Par exemple le Plan régional pour l'agriculture adopté en 2017 aligne les intentions vertueuses : circuits courts, alimentation de proximité (avec la création d'une « marque » régionale « J'veux du local »), objectif d'approvisionner 50% des cantines par des circuits de proximité, dont 20% en Bio... dès 2021 ! Mais le diable est dans les détails : ce plan prévoit aussi « en priorité » de « créer de la valeur ajoutée », « de relier l'agriculture au tourisme, à l'environnement et aux énergies renouvelables », « de développer l'exportation ».... Et ces objectifs généraux cachent on le sait la poursuite de politiques de soutien aux systèmes dits compétitifs, unités importantes basées sur de gros investissements...

#### La Région « cheffe de file » de la transition

Autorité territoriale des politiques structurantes en matière d'aména-

gement et de transition écologique, la Région adopte un Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), qui englobe les thèmes de la consommation, du foncier et du changement climatique (à travers le SRCAE, Schéma Régional Climat Air Energie). Pour avancer enfin en matière de transition, ce document voté en 2020 devrait donc s'imposer également aux critères du Plan régional d'actions en agriculture.

Le parallèle avec l'Union Européenne est saisissant. Le "Pacte Vert" Européen entend incarner la nouvelle "stratégie de croissance protectrice", avec laquelle toute nouvelle législation devra être cohérente, en incluant la révision des législations antérieures. Hélas une étude de l'Inrae/AgroParisTech réalisée en 2020 pour l'Europe souligne la distorsion entre les ambitions du « pacte vert » et la PAC (2) en cours de négociation. La compatibilité des orientations de la PAC avec le Pacte Vert n'a pas pu être obtenue. « *Les pratiques agricoles et alimentaires de l'Union européenne sont loin de répondre à l'ambition, à la finalité et aux objectifs quantitatifs du pacte vert pour l'Europe* », écrivent les auteurs.

Le changement des pratiques agricoles et le développement d'une consommation de proximité accessible à tous sont pourtant les premiers vecteurs de rafraîchissement du climat, de captation du carbone, d'entretien de la biodiversité, de stockage et filtration de l'eau, de limitation des transports polluants et de création d'emplois non délocalisables.

#### Des priorités pour la Région

Dans la nouvelle gestion de la PAC, les Régions devront décider de l'affectation d'une partie des aides. Le courage politique impose désormais de prendre des directions claires, notamment :

- Soutien à des fermes « à taille humaine » avec choix du critère du

nombre d'actifs travaillant sur la ferme, au lieu du critère de surface, suivant le slogan « Des aides pour les paysans plutôt que pour les hectares ! »

- Contractualisation avec les agriculteurs pour de véritables Prestations de Services Environnementaux qui rémunèrent comme un travail les pratiques de préservation de la nature.

- Mise en place d'une « foncière régionale » co-gérée avec tous les acteurs dont les associations, pour préserver les terres et aider à l'installation et à la diversification.

- Appui à la mise en relation entre producteurs et mangeurs, soutien aux marchés locaux et outils logistiques, avec une garantie de prix rémunérateurs et accessibles à tout le monde.

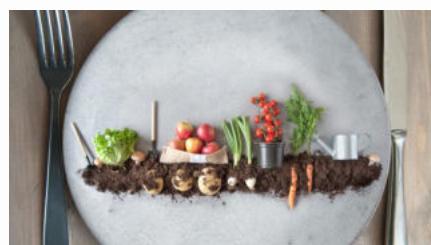
- Développement d'une offre publique de formation et d'accompagnement à l'installation, pour limiter le monopole de la Chambre d'agriculture et de ses partenaires sur le conseil, de plus facturé.

- Crédit d'un pôle de recherche agroécologique fondé sur l'expérience et le partage des savoir-faire paysans, en s'adaptant à chaque territoire.

Les « cantines, marchés et épiceries basées sur les produits locaux » resteront des vœux pieux sans ces mesures qui visent à protéger les producteurs, les productions et les mangeurs-ses et qui sont les conditions nécessaires d'une véritable bifurcation pour le climat, l'environnement et nos santés !

(1) Source : Rapport d'activité 2020, Région Bourgogne-Franche-Comté

(2) PAC : Politique Agricole Commune





## Élections départementales

### Les aléas de l'unité dans le Doubs

#### Georges UBBIALI

Le 20 juin, dans 17 des 19 cantons qui constituent le département du Doubs, il n'y aura qu'une liste de gauche, sous l'appellation Le Doubs, social, écologique et solidaire. Participant à ce regroupement toutes les composantes de la gauche et de l'écologie : PS, PCF, Génération.s, EELV, la FI, AGC (À Gauche Citoyens - regroupement local), Ensemble! Cette unité est le fruit d'un long travail débuté au mois d'octobre. Durant de nombreux mois, à raison d'une visio-réunion par semaine, les principaux obstacles à une union départementale ont été levés. Des questions politiques sont venues dès le début. Le positionnement devait se situer clairement dans une opposition à la droite et à l'extrême-droite, ce qui allait de soi, mais aussi se démarquer du macronisme, ce qui allait moins de soi. En effet, plusieurs élus PS de l'ancienne mandature avaient opté pour LREM. Une fois cet obstacle levé, la discussion a été longue, ardue et pas totalement aboutie, tant les préventions des un.es et des autres étaient nombreuses. Les questions de priorités, de formulations, de revendications même, étaient passées à la moulinette de la discussion, de l'échange, mais aussi de sérieuses critiques. De ces intenses tractations devaient sortir trois documents : une sorte de charte de fonctionnement interne au regroupement, une déclaration politique générale et un programme. Aucun de ces textes n'était définitivement finalisé quand a débuté en mars la partie consacrée à l'analyse des cantons. Tandis que les échanges sur le positionnement politique continuaient à se dérouler en parallèle, plusieurs rounds se sont succédé pour évaluer chacun des 19 cantons.

Le PS était le seul parti qui avait des élus sortants. Il disposait de ce fait d'un poids prépondérant, même s'il était affaibli par le départ d'une petite moitié de ses élus vers LREM. Et puis, chacune

des parties avait des appétits plus ou moins gloutons en ce qui concernait la répartition des candidatures sur les cantons. Sans entrer dans les détails de discussions qui furent pour le moins âpres, la rupture a été frôlée à plusieurs reprises. Parmi les multiples tensions, la plus importante concernait la dissension entre le PS et la FI (même si d'autres composantes partageaient l'analyse de cette dernière) dans la répartition de certains cantons, en particulier dans le pays de Montbéliard. Comme dans toute négociation politique de cette ampleur on est passé du psychodrame à l'argumentation, frôlant parfois le ridicule et la franche rigolade.

La répartition finale n'a pas permis

le partage souhaité au départ. Malgré l'impossibilité de couvrir la totalité des cantons, des binômes plus ou moins panachés représentent la gauche et les écologistes. Si l'on inclut les suppléant.es (on raisonne alors en termes de "quadrinomes"), toutes les figures sont possibles. Sur le canton de Besançon 4, le titulaire et le suppléant sont membres d'Ensemble!, la co-candidate est au PCF et la suppléante adhérente d'AGC. Les candidat.es du regroupement Le Doubs social, écologique et solidaire, sont soutenus par les partis politiques regroupés, à quelques exceptions près. Seuls deux cantons (Besançon 3 et Besançon 4) ont obtenu l'engagement de la totalité des forces.



**ÉLECTIONS  
DÉPARTEMENTALES  
20 ET 27 JUIN 2021**



**Louis BARDOT**   **GEORGES UBBIALI**   **JEANNE HENRY**   **NATHALIE BOUCHET BUZON**

*La Gauche unie dans sa diversité !*  
...UN SEUL BULLETIN pour la Gauche et les Écologistes







# Côte-d'Or solidaire, écologique et sociale

Vivre ensemble pour vivre mieux !

## CANTON DE MONTBARD



Evelyne GELIN

À 80 kilomètres de Dijon, le canton de Montbard fait campagne comme il peut, et peut-être aussi comme il veut... Les communications avec les camarades dijonnais ne sont pas toujours aisées, les réalités locales sont singulières, les distances sont plus importantes et certains partis composant le collectif *Côte d'Or Solidaire*,

**Écologique et Sociale** sont invisibles ou inexistants sur le canton.

**Jérôme Petidant et Evelyne Gelin** ont en commun d'avoir le soutien d'Ensemble! et de la France Insoumise pour défendre un programme de gauche. Ils bénéficient de l'aide active d'un groupe de militants particulièrement investis, avec lesquels ils ont dégagé trois axes prioritaires pour essayer de fédérer autour de leur candidature celles et ceux qui veulent *changer la Côte-d'Or* : la défense de services publics de proximité en milieu rural, la gratuité des cantines et la création d'un RSA Jeunes en Côte-d'Or.

Malgré des difficultés techniques, aggravées par le contexte de pandémie, qui rendent quasiment impossible une véritable campagne de terrain, les chances du seul binôme de gauche sont rai-

sonnables, face aux candidatures des sortants, de droite, et du binôme de Jean-Marc Rigaud et Yolaine de Courson, censé représenter les forces de progrès, autrement dit le PS.

Dans ce secteur héritier d'une longue tradition métallurgique et ouvrière, les communistes ont retiré leur soutien à la candidate du PS, dont on sait qu'elle s'était fait élire sous l'étiquette LREM aux dernières législatives. Le Rassemblement national semble ne pas avoir osé se présenter...

*Pour en savoir plus sur la campagne de nos camarades, retrouvez-les sur leurs sites :*

<http://montbard-venarey-solidaires.fr>

<https://www.facebook.com/Montbard.Venarey.solidaires>

## Dans l'Yonne un collectif citoyen à Thorigny

### Alain JOB

Notre collectif a commencé à se réunir le 19 février en visio-conférence et compte 18 personnes fin mai.

Il est constitué de citoyens du canton, engagés à gauche, dans le mouvement social et écologique, membres ou non d'organisations politiques.

Il agit en totale souveraineté, n'a pas participé aux réunions départementales des partis et forces politiques et n'est signataire d'aucun accord qui pourrait lui être soumis.

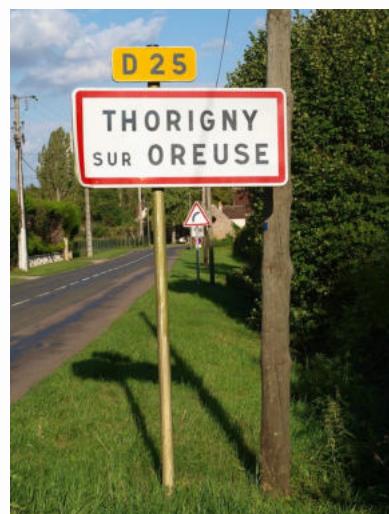
Ainsi il a désigné ses candidats (habitants tous le canton) et décliné les candidatures extérieures que la France Insoumise voulait lui imposer.

Par contre, tout en conservant une totale autonomie de décision, il fait sienne la démarche d'ensemble unitaire qui se réalise au plan départemental et, en ce sens, s'inscrit dans l'appel départemental au rassemblement de la gauche et des écologistes (EELV, PS, PC, LFI) et dans ses propositions. Par contre il élabore ses propres propositions pour le canton et pour l'Yonne.

Il reprend le logo unitaire « l'Yonne en commun » sur son matériel de campagne, mais n'y fait pas figurer les logos des partis.

Il le fait parce que d'une part sa raison d'être est la volonté d'unité des forces progressistes et d'autre part parce qu'il peut ainsi contribuer à la dynamique départementale.

Cette posture politique du collectif est le fruit d'un accord unanime de ses participants et a reçu le soutien des partis et forces politiques du département.





## Initiatives citoyennes

### Création et résistance

#### Essai d'analyse du parcours du Collectif citoyen 05 Hautes-Alpes solidaires, écologiques et citoyennes

Jean-Paul Leroux - 17 mai 2021

D'habitude chaque élection départementale se déroule canton par canton. Or pour la première fois dans les Hautes-Alpes, il y a une véritable campagne cohérente pour tout le département. Cette dynamique nouvelle est la première réussite d'un collectif de citoyen.nes : *Hautes-Alpes, solidaires, écologiques et citoyennes*, (Collectif 05 ou HASEC, voir le site <https://collectifcitoyen05.fr/>)

Cette réussite se manifeste dans la campagne qui s'ouvre, puisque le Collectif 05 présente des candidat.es sur 10 cantons sur 15.

L'important tient dans le processus égalitaire, inclusif et/ou ouvert mis en œuvre dans l'implication d'une diversité de personnes d'âges, de genres et de localisations différentes et - faut-il ajouter ? - de parcours politiques très variés. On trouve des « vieux routiers » du PCF et des personnes qui n'ont jamais fait « de politique ». L'autre point d'importance est la construction d'un projet pour le département.

A partir de la mi-octobre 2020, des discussions politiques intenses et un travail programmatique étonnant ont été portés par un nombre important de personnes.

Les discussions politiques et celles concernant le développement du collectif se déroulent au sein de « plénières », avec une périodicité de 15 jours. A ce jour, 15 plénières se sont déroulées, autour d'un présentiel de 35 participant.es en moyenne. Une centaine de participant.es ont été présent.es au moins une fois. On peut donc noter que l'engagement « citoyen » a été une réalité forte.

#### Les premières décisions et leurs conséquences.

Les cinq premières plénières ont soulevé des débats politiques sensibles autour de deux problèmes pour l'existence même du Collectif 05 : quel était le périmètre politique de ce collectif, comprenait-il le PS,

LREM ? Qui composait le Collectif 05 ? Des organisations politiques et des citoyen.nes, ou seulement des citoyen.nes dont certain.es étaient aussi membres d'une organisation politique.

La question du périmètre a été tranchée assez rapidement. Dès la 3ème plénière il a été décidé à l'unanimité que l'espace n'intégrait pas LREM. Et puis, il se trouve que le PS, intégrant mal dans son schéma la dialectique de construction citoyenne (un membre = une voix) et préférant celle plus classique d'organisation de partis fut mis en minorité et se retira.

Finalement, le Collectif 05 est constitué de deux catégories de citoyen.nes : des citoyen.nes « ordinaires » et des « citoyen.nes appartenant à une organisation politique », soit à des partis classiques (PCF, EE-LV), à des mouvements politiques (LFI, Ensemble!05), soit à des associations citoyennes qui avaient présenté des listes aux élections municipales, comme « Ambition pour Gap », et « Briançon Citoyenne ».

Les premiers travaux ont consisté à définir les axes fondamentaux du projet politique. Ils sont au nombre de trois : *solidarité, écologie, citoyenneté*. Puis, il y eut l'écriture d'un appel pour inviter les citoyen.ne.s à rejoindre le Collectif 05. Cet appel a reçu rapidement un grand nombre de signatures : 520 à l'heure actuelle. Surtout, il a été admis que chaque signataire était membre à part entière du Collectif. Le sens politique de ces nouvelles modalités inclusives, sur une base personnelle, a deux sens : le premier est la mise entre parenthèses des formes politiques traditionnelles, le second est l'émergence d'une construction politique nouvelle. Trois événements internes au Collectif 05 illustrent ces deux aspects.

1/ Le débat sur le soutien du Collectif 05 à l'appel régional « Il est temps ».

Au niveau régional les forces de gauche ont lancé un appel, nommé



« Il est temps » pour l'unité aux régionales. Le débat portait sur le point suivant : en tant que Collectif 05 constitué des présent.e.s à la plénière, pouvions-nous engager les signataires ? Nous étions d'accord que la plénière est souveraine mais n'est-ce pas passer au-dessus de leur volonté ? Ou bien faut-il demander aux signataires ce qu'ils/elles en pensent ? La solution fut d'expliquer aux signataires l'enjeu d'un soutien de « Il est temps », de leur demander de signer le texte régional et en fonction du nombre de signatures à l'appel de décider pour le Collectif 05. Celui-ci, après cette démarche – style RIC interne – a pu soutenir l'appel. Cet épisode peut facilement s'interpréter comme un frottement entre une forme délégataire de démocratie et une forme de démocratie directe.

2/ Difficultés des structures politiques anciennes avec le fonctionnement inédit du Collectif 05.

Le Parti Socialiste n'a pas pu accepter de disparaître au profit d'une organisation simplement citoyenne.

La FI 05 s'est profondément divisée sur le soutien ou pas au Collectif 05, cela de manière publique. Certain.es de ses membres ont été des « moteurs » du Collectif 05. D'autres ont essayé différents moyens pour l'orienter différemment. Une première fois en proposant leur programme comme devant être celui du Collectif. Refus ! Une deuxième fois en expliquant dans une lettre que ce collectif n'était pas vraiment citoyen, et que les citoyens sont dans la rue et qu'il fallait aller discuter avec eux ; or 80 % des signataires n'appartenaient pas à une organisation politique.

3/ La désignation des candidat.es dans un canton.

.......



# Initiatives citoyennes

.../... Un candidat, avec le soutien de son ancien parti, le PCF, voulait avoir l'étiquette du collectif sans avoir travaillé au sein du collectif et après avoir signé aussi l'appel du PS ! Le Collectif 05 voulait présenter deux autres candidats. Le débat (13ème plénière) fut long et difficile. Finalement, les deux candidat.es ont fait une déclaration commune pour dire que leurs candidatures n'étaient pas concurrentes mais complémentaires et qu'au deuxième tour, ils se désisteraient l'un pour l'autre.

## Les raisons d'un « succès ».

A) Une convention citoyenne auto-désignée, la nature de son fonctionnement.

Le fonctionnement par beaucoup d'aspects, ressemble à celui des conventions citoyennes. Je n'insisterai que sur un point : le mode d'animation.

- « Les décisions sont prises en plénière. L'ordre du jour est préparé par un Groupe d'Animation de 15 personnes volontaires. C'est un facilitateur "technique". Il se charge de la bonne circulation de la communication et de la marche des réunions plénierées.

Il accompagne le processus de construction du "projet" sans faire "à la place" des membres.

## Bienveillance et écoute active

- « Nos principes de fonctionnement sont basés sur le respect des individus et des idées, chacun est attendu sur cette attitude bienveillante.»

B) Le travail très important organisé autour des axes suivants :

- Une équipe technique chargée du site et des « outils » de travail en commun a mobilisé une dizaine de personnes.

- Un Groupe de Travail du projet a organisé la production des 29 fiches sur les compétences du Conseil départemental et des fiches transversales sur la démocratie, l'éthique des élus. Il y a eu plus de 50 personnes participant à ce travail. Les fiches ont été validées par les signataires (520 personnes).

- Un Groupe chargé de la préparation des candidatures par la recherche de candidat.es et

l'aplanissement de difficultés entre les personnes susceptibles d'être « concurrentes ». Mais un seul canton a eu cette difficulté. La préparation a été bien faite et la répartition entre les différentes « sensibilités » satisfaisante. La désignation des candidat.es a été approuvée par les signataires de chaque canton et ratifiée en plénière.

C) Une conjoncture politique favorable.

Paradoxalement, la situation générale de crise politique et celle de la « gauche » en particulier a poussé les diverses organisations à accepter l'union. Aucune organisation n'était en position d'imposer son « hégémonie ». Mais une chose est la nécessité de l'unité, autre chose est de trouver une forme qui puisse la réaliser. L'implication forte des citoyen.ne.s est la raison profonde du succès. Les « logiciels » en œuvre ne sont plus ceux des mouvements politiques mais celui de la citoyenneté. Et il faut ajouter que cette forme nouvelle, faite de créativité et de résistance, est issue d'une tradition citoyenne ancienne.

Il nous semble important de préciser que cette démarche n'a été possible qu'après un mûrissement de la réflexion citoyenne entre avancées et échecs dans notre département : « Réveillons la démocratie » après le duel Chirac-Le Pen en 2002, création d'une association (PACG) après une candidature unitaire aux législatives de 2007, présentation d'une liste PACG aux Municipales de 2008 à Gap, un échec d'une démarche unitaire aux législatives de 2017, et l'émergence de listes citoyennes à Briançon et Guillestre aux dernières municipales...

La nouveauté du Collectif 05 est donc d'avoir réussi deux choses. La première de mettre en avant les citoyen.ne.s, ce qui a permis de neutraliser les querelles à gauche. Et cela n'a été possible que par la constitution d'une forme inédite qui ressemble beaucoup aux conventions citoyennes.

Quel sera l'impact électoral de cette nouveauté ? Réponse au mois de juin. Est-ce que Hautes-Alpes, solidaires, écologiques et citoyennes aura un avenir au-delà des départementales ? Affaire à suivre...



Pour conserver ce lien avec nos actions et nos combats politiques.

Abonnez-vous pour 2021 !

Pour vous abonner et faire vivre ce journal

**NOM**

**Prénom**

**Adresse**

**CP**

**Ville**

**Courriel**

Retrouvez ce journal sur notre blog : [ensemblefrancheecomte.home.blog](http://ensemblefrancheecomte.home.blog)

Merci d'envoyer votre chèque de **12 €** ou plus à :  
**Les Alternatifs de Franche-Comté**  
**6 chemin d'Avanne à Velotte**  
**25000 Besançon**

**L'Alternative Rouge et Verte**  
**Journal de Ensemble !**

2 rue du Porteau 25000 Besançon  
Directeur de publication : P. Abécassis

**Imprimerie Offset**  
25 000 Besançon

Tiré à 150 exemplaires  
N° CPPAP : 1022, P 11163



Merci aux personnes qui ont participé à la rédaction : Pierre Abécassis, Alfred, Romain Biard, Jean-Paul Bruckert, Jacques Fontaine, Evelyne Gelin, Christophe Gentaz, Alain Job, Jean-Paul Leroux, Laurence Lyonnais, André Pacco, Georges Ubbiali, Pierre Zarka

Les articles n'engagent que leur auteur.

Journal réalisé avec Scribus, logiciel libre



## Ensemble ! Mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire

Pour recevoir les documents  
d'adhésion à Ensemble !

**NOM**

**Prénom**

**Adresse**

**CP**

**Ville**

**Courriel**

à envoyer à

Roberte Vermot Desroches  
28 Rue Henri Baigue  
25000 Besançon

Grille de cotisation indicative fourchette selon le revenu mensuel		
Tranche de revenu	montant cotisation	cotisation moyenne
0 à 500	2,00 €	2 €
500 à 1000	2 à 4 €	3 €
1000 à 1200	4 à 6 €	5 €
1200 à 1500	6 à 15 €	10,5 €
1500 à 2000	15 à 30 €	22,5 €
2000 à 2500	30 à 50 €	40 €
2500 à 3000	50 à 75 €	62,5 €
3000 à 3500	75 à 100 €	87,5 €
3500 à 4000	100 à 120 €	110 €
4000 et au-delà	3 % mini	3 % mini

Les dons et cotisations ouvrent droit  
à une réduction d'impôt de 66 %

Chèque à l'ordre de Association de  
Financement de Ensemble !

## Initiatives citoyennes

### Intervention citoyenne : l'exemple de Mancey (71)

Pierre Zarka

Trait fondamental : la création du Conseil d'Habitants (C.H) de Mancey en Octobre 2016 n'a strictement rien à voir avec une préoccupation électorale.

Tout est parti d'un Forum à l'initiative d'Ensemble! 71 sur la critique du système représentatif et la recherche d'une autre définition de la démocratie. Nous y étions 9 du même village (400 habitants) et nous avons décidé de tenter une expérience dans notre commune. Nous avions précisé : « *Il s'agit de donner la parole à tous, débattre et construire en liaison avec les élus des projets pour Mancey dans l'intérêt commun, être plus forts pour se faire entendre y compris au-delà du périmètre de la commune et de consolider les liens entre les habitants, développer l'esprit d'entraide.* »

« *Ce n'est pas une commission municipale limitée à une simple fonction de consultation. Le C.H est indépendant de tout pouvoir institutionnel et exerce une activité délibérative.* »

« *Si ce type d'initiative n'est pas reconnu par la loi, les élus (qui peuvent y participer) en tenant compte de ces réunions dans leurs délibérations officielles peuvent rendre légal ce qui ne l'est pas...* »

#### Le contexte de la période électorale.

Nos actions avec d'autres villages du Tournugeois ont permis d'empêcher l'installation d'un hypermarché de 14 ha sur des terres agricoles, de refuser les compteurs Linky, et d'aménager la voirie locale. Certain(e)s élu(e)s ont considéré que c'était pour eux une perte de pouvoir. C'est à la fois vrai et mal posé. Vrai : nous considérons que les habitants sont le « pouvoir législatif » et que les élus « l'exécutif ». Mal posé : déjà tout est fait pour que les mairies deviennent des coquilles vides : la Communauté de Commune et le Préfet ont désormais le pouvoir de décider de l'utilisation des terrains

communaux. Cela a conduit le C.H à organiser un travail collectif d'élaboration de projets pour que Mancey ne devienne pas une cité-dortoir. L'attente de maîtriser son devenir est profonde : 180 personnes ont participé. (Il y a 315 électeurs - 164 votants aux européennes). Cela nous a poussé à ne plus s'appeler « Conseil » le mot pouvant donner le sentiment d'une structure fermée mais Assemblée des Habitants. (AdH)

#### La municipale

L'ancienne équipe ne souhaitant pas se représenter, un des fondateurs de l'AdH a proposé la constitution d'une liste ayant pour seul programme : « *Porter les choix exprimés régulièrement par les habitants* ». Liste élue au premier tour. Cela ne fait pas des élus de simples réceptacles. Ils contribuent à définir les problématiques. Des groupes de travail mixtes élus-habitants se constituent sur les projets élaborés par les habitants comme la création d'un lieu de ravitaillement fondé sur des circuits-courts ou le budget.

De fil en aiguille, cela commence à générer une question : pourquoi n'en serait-il pas ainsi à des échelles territoriales plus larges ?

On dit souvent que cette démarche serait plus facile pour une petite commune que pour une ville plus importante. Les difficultés sont différentes : dans un village les rapports interpersonnels jouent davantage. Dans les deux sens, cela induit aussi des inimitiés dont certaines durent depuis 20 ans. Dans une ville, il faut davantage de temps pour atteindre un seuil critique de participants. Le tout est de se lancer. Si les attentes en matière d'exercice de la démocratie ont du mal à se formuler, elles sont bien là.

Cette expérience nous dit qu'une démarche citoyenne ne peut partir que des citoyens eux-mêmes et non pas donner le sentiment de graviter autour de forces politiques qui apporteraient un parrainage dont la plupart des intéressé(e)s ne veulent pas.

#### Liste de diffusion d'Ensemble Franche Comté

*Vous souhaitez recevoir des informations régulières d'Ensemble!*

*Envoyer votre adresse électronique à : ensemble.mage.fc@gmail.fr, en précisant dans l'objet : inscription liste de diffusion Franche-Comté*



## Quelques idées « simples » pour un Moyen-Orient compliqué

(Suite de la page 2)

Arabes d'Israël sont encore plus que naguère des citoyens de seconde zone, d'autre part, mais c'est en lien avec ce qui précède, une évolution évidente du pouvoir vers l'extrême-droite, évolution accompagnée d'une sorte de « fascisation » croissante d'une partie de la population. Ce qui, on l'a vu, tend à l'extrême les relations entre citoyens juifs et arabes d'Israël et Juifs et Palestiniens de Jérusalem-Est et des territoires occupés (voir l'article qui est consacré aux évènements récents).

Démonstration éclatante de l'imbrication des contradictions internes et des interventions extérieures, les Emirats et le Bahreïn

ont, sous l'égide des États-Unis, rejoignant ainsi l'Égypte et la Jordanie, signé des accords de paix avec Israël. Ces accords, dits « accords d'Abraham » (2020), soutenus par Oman, ont de plus été suivis de la normalisation des relations d'Israël avec le Soudan et avec le Maroc. Ces accords n'illustrent-ils pas le fait que les conflits régionaux, conjugués aux intérêts des puissances, sont susceptibles de bouleverser les alliances ? En l'occurrence ici par la constitution d'un front anti iranien (États-Unis, Israël, Emirats), l'opposition à l'Iran surmontant toute autre considération ?

## Palestine et Israël. De Jérusalem à Gaza et de Nétanyahou à Bennett

Jacques Fontaine, 3-06-2021

Le printemps 2021 en Palestine a été rouge... rouge sang. Et la politique israélienne est en voie de connaître un tournant que Nétanyahou fait tout pour éviter... sans succès, apparemment. Ces deux événements sont très fortement corrélés en raison de l'attitude de Nétanyahou qui a tenté de faire passer son intérêt personnel - éviter les procès et la prison - avant toute chose.

### Nétanyahou, un premier ministre à part

Nétanyahou a, à son actif, deux records, celui de la longévité à son poste et celui de la corruption ! En outre, c'est sous son règne qu'ont été adoptées deux lois particulièrement néfastes aux Palestiniens : la loi État-nation de 2018 qui instaure un apartheid légal et le plan d'annexion d'un tiers de la Cisjordanie. Il est aussi le responsable de plusieurs guerres contre Gaza...

Mais sa situation s'est largement dégradée depuis deux ans : son parti, le Likoud, bien que le plus important, n'arrive plus à former un gouvernement stable. Israël va d'élections législatives en élections législatives et l'électorat du Likoud s'érode petit à petit : à celles de mars dernier, moins d'un électeur sur 4 lui a fait confiance.

Par ailleurs, Nétanyahou, dont l'honnêteté n'est pas la première des qualités, voit se rapprocher l'épée de la justice : depuis 2016, il est accusé de corruption dans plusieurs affaires, mais tant qu'il est Premier ministre, il bénéficie d'une immunité et ne peut donc être jugé. Le maintien à son poste de Premier ministre est donc capital pour lui qui ne veut pas se retrouver devant un tribunal.

### Le Likoud, une force encore dominante, mais en déclin

Le Likoud reste la première force politique israélienne et Nétanyahou a été logiquement désigné pour former le gouvernement. Depuis la mi-avril, accentuant encore sa politique coloniale, il n'a pas cessé les provocations, particulièrement à Jérusalem : destruction de maisons à Silwan, volonté d'expulser des dizaines de Palestiniens à Sheikh Jarrah, raftronnade du 22 avril dans la vieille ville, interventions policières sur l'Esplanade des mosquées... Le but de Nétanyahou, qui n'a pas réussi à former un gouvernement après les dernières législatives, est clair : provoquer des affrontements avec les Palestiniens et en tirer profit pour apparaître comme l'homme providentiel qui remettra de l'ordre en utilisant la force la plus brutale, y compris une nouvelle guerre ..../... contre Gaza.

LE BONJOUR...



Belles

Elle était belle, Brigitte. Elle est belle, Johanna. La beauté est leur seul point commun. En effet, l'une, Brigitte, déteste la chasse, l'autre, Johanna (1), la pratique et la défend. Johanna est à la fois Diane et Artémis, en plus jeune, elle n'a que 23 ans et elle s'affirme « fièrement chasse ».

Brigitte est plus âgée, dans les années 50 une certaine Manina s'affichait « fille sans voile » au cinéma. Elle n'était pas musulmane féministe mais, simplement, une baigneuse en bikini qu'il ne faut pas confondre avec son contraire le burkini.

Aujourd'hui Brigitte mène une campagne sur le thème « chasseurs sauvez des vies restez chez vous ». Il est vrai que le tableau de chasse 2019-2020 affiche 141 accidents dont 11 mortels. Parmi les victimes... 10 chasseurs. Pas de quoi, malgré tout, réjouir Brigitte qui a écrit au Président Macron : « vous vous êtes couché devant les chasseurs il est temps de vous relever maintenant ».

Johanna, et tous les chasseurs et les chasseuses, de plus en plus nombreuses, par contre, ont apprécié la courbette macronienne qui a ramené le prix du permis de chasse de 400 à 200 euros.

Bref, pour réconcilier les deux belles il suffirait de tourner le film « Johanna, la fille sans fusil ».

(1) Johanna Clermont, chasseuse et influenteuse

ALFRED



....

### Un coup de poker perdant

Suite à son échec à former un gouvernement, Nétanyahou tente alors un coup de poker : c'est la provocation du 10 mai à la mosquée Al-Aqsa où la police intervient à l'intérieur du lieu de prière ; c'est un véritable piège pour le Hamas dont l'électorat accorde une grande importance à la question religieuse : soit le Hamas ne réagit pas et il est déconsidéré, soit il réagit militairement et Gaza subit une nouvelle agression israélienne dont le bilan sera catastrophique. Le Hamas a choisi la seconde solution en envoyant des roquettes sur Israël, ce qui déclenche la quatrième guerre que souhaitait Netanyahou. Mais ce qui est nouveau, c'est que la réaction palestinienne ne s'est pas limitée à Gaza et à la Cisjordanie, les Palestiniens d'Israël ont protesté fermement eux aussi, que ce soit dans la région de Tel Aviv ou dans le Nord ; des violences entre Juifs d'extrême-droite et Palestiniens d'Israël ont eu lieu dans diverses villes, en particulier à Lod.

La quatrième guerre entre Israël et Gaza a duré 11 jours, du 10 au 21 mai. L'agression israélienne, particulièrement violente, a mis en œuvre des moyens aériens considérables et ne s'est pas limitée à des cibles militaires du Hamas et du Djihad islamique. Le bilan fait état de 256 personnes tuées à Gaza, en majorité des civils (dont 66 enfants et une quarantaine de femmes), plus de 2 000 blessés, près de 80 000 déplacés, des milliers de maisons et d'immeubles détruits (dont des écoles, des centres de santé...). Israël a déploré 12 morts, plus un Palestinien d'Israël non comptabilisé officiellement parmi les morts israéliens ! Il y a eu aussi 26 morts en Cisjordanie et plus de 1 500 blessés.

### Pour conclure, provisoirement...

Cette nouvelle guerre asymétrique a conforté le Hamas dans son rôle de principal opposant à la politique coloniale israélienne, mais elle a aussi montré que le peuple palestinien, dans toute sa diversité et y compris à l'intérieur d'Israël, restait mobilisé et refusait les provocations de

Nétanyahou, notamment à Jérusalem qui reste pour lui, sa capitale. Inversement, Nétanyahou n'a pas prévu l'intervention des Palestiniens d'Israël dans le conflit et ce point, en liaison avec les pressions internationales, l'a sans doute amené à accélérer l'arrêt de l'agression contre Gaza. Il est possible aussi que la répression contre les manifestants palestiniens dans les villes israéliennes ait convaincu les partis arabes d'Israël de rejoindre la coalition hétéroclite anti-Nétanyahou. « Bibi », comme l'appellent ses amis, risque bien de voir sa carrière politique définitivement compromise par sa prochaine comparution devant les tribunaux pour de multiples affaires de corruption... qui peuvent l'envoyer à l'ombre. Mais ne nous faisons pas d'illusions : quelle que soit l'équipe qui gouvernera en Israël, et qu'elle soit dirigée par Bennett ou Yapid, il ne faudra rien en attendre pour les Palestiniens : la colonisation de la Cisjordanie, et en particulier de Jérusalem, continuera et la politique d'apartheid ne sera pas remise en cause.

## SOMMAIRE

Page 1	Editorial	À propos des élections : unité et autres impératifs catégoriques
Page 2	Quelques idées « simples » pour un Moyen-Orient compliqué	
Pages 3 à 10	ELECTIONS RÉGIONALES ET DÉPARTEMENTALES	
ELECTIONS REGIONALES		
Page 3	La liste régionale Le Temps des Cerises : une procréation politiquement très assistée...	
Page 4	Yonne : interview de Christophe GENTAZ	
Page 4	L'Enseignement Supérieur et la Recherche (ESR) en Bourgogne Franche-Comté : ATTENTION, DANGER !	
Page 5	Enjeu majeur pour la Région, la transition !	
ELECTIONS DEPARTEMENTALES		
Page 6	Les aléas de l'unité dans le Doubs	
Page 7	Côte d'Or solidaire, écologique et sociale – canton de Montbard	
Page 7	Dans l'Yonne un collectif citoyen à Thorigny	
DEMOCRATIE ET INNOVATION		
Pages 8 et 9	Création et résistance - Essai d'analyse du parcours du Collectif citoyen 05 - Hautes-Alpes solidaires, écologiques et citoyennes	
Page 10	Intervention citoyenne : l'exemple de Mancey en Saône-et-Loire	
Page 11	Le bonjour d'Alfred	
Page 11	Quelques idées « simples » pour un Moyen-Orient compliqué (suite de la page 2)	
Page 11 et 12	Palestine et Israël. De Jérusalem à Gaza et de Nétanyahou à Bennett	

